

**LA GUERRE DE LIBERATION NATIONALE  
ALGERIENNE AU REGARD DE L'OPINION PUBLIQUE  
METROPOLITAINE 1954-1962**

Pr. Malika ELKORSO  
Département d'histoire  
Université d'Alger

L'opinion publique est en soi assez difficile à saisir même quand les instruments de travail sont disponibles. Elle s'avère beaucoup plus complexe encore quand elle questionne la guerre de libération nationale. Cette approche se veut un autre regard sur un moment clé de l'histoire qu'entretenait la Métropole avec « sa » colonie ou plus exactement avec ses trois « départements ». Les difficultés n'ont pas manqué mais la recherche se révèle riche en enseignements. En effet comment quantifier une opinion fluctuante, comment saisir des comportements variables et l'état d'esprit changeant des Français soumis à des facteurs endogènes et exogènes ? Comment ont réagi les Français face à une tragédie que les politiques et les militaires nommèrent pendant très longtemps, jusqu'au 10 juin 1999, « événements d'Algérie », ou « pacification » ou encore « opérations de maintien de l'ordre ». Quelle (s) attitude (s) adoptèrent les métropolitains face à la « pacification », à « l'intégration », au putsch du 13 mai 1958, à la revendication indépendantiste du FLN ?etc ...

Quels sont les matériaux historiques qui nous permettent d'avancer dans l'analyse de cette opinion qui a tout de même donné le ton à un moment précis de la guerre de libération nationale. Sur cette question, il n'y a pas eu à notre connaissance, beaucoup de travaux soit en histoire, soit en sociologie, à part les travaux de Charles-Robert Ageron <sup>(1)</sup> ou encore ceux de Hartmut ELSENHANS <sup>(2)</sup>.

Le sujet n'ayant pas été totalement défriché, il ouvre différentes pistes de recherche qui enrichiront les travaux pionniers du Professeur Ageron. Vu les conditions dans lesquelles a été réalisé ce travail, l'approche que je me propose de présenter ne sera pas très exhaustive. Car pour analyser dans le détail cette opinion,

il faudrait disposer d'au moins trois sources : les sondages ; c'est-à-dire avoir accès à toutes les informations produites par l'IFOP (Institut français d'opinion publique) et plus particulièrement les enquêtes partielles dans leur état brut <sup>(3)</sup> ; la presse indispensable élément de mesure de l'évolution de toute opinion et enfin les archives des partis politiques puisqu'ils se sont exprimés par la voix de leurs militants. Pour bien saisir les fluctuations de cette opinion publique métropolitaines il ne faut pas perdre de vue qu'il s'agit d'une société bien précise qui n'a connu l'Algérie qu'à travers ses cartes postales. L'enquête dont il sera question couvre la période de 1955 à 1963. Il faut souligner que la technique des sondages <sup>(4)</sup> est encore à ses débuts, c'est pourquoi l'exploitation de la presse reste une source incontournable. Dans une certaine mesure, elle a aussi façonné le lectorat. Pour rappel *Le Figaro* tirait à 1 million d'exemplaires, *France-Soir* autour de 800.000, *Le Parisien Libéré* 400.00 <sup>(5)</sup>. Il y avait aussi *l'Aurore*, *Le Monde* etc...

Cette grande presse quotidienne est complétée par un hebdomadaire illustré *Paris-Match* devenu le premier hebdomadaire français de 950.000 exemplaires en 1954, il passe à 1.300.000 en janvier 1955 et culmine en 1960 avec 1.800.000 exemplaires <sup>(6)</sup>. Il est connu que cette presse à gros tirage était pro-Algérie française. En face une presse militante et avant-gardiste, pour l'époque avec un tirage plus restreint, est présentée par Jacques Soustelle comme les « *piliers de la trahison* ». Commentant l'action de journaux comme *Le Monde*, *l'Express*, *France Observateur* ou *Témoignage Chrétien*, Soustelle les qualifia des « *quatre grands de la contre-propagande française* ». A ces titres, il aurait dû ajouter *Le Canard enchaîné*, et les revues *Esprit*

et *Temps Modernes* qui eurent eux aussi une influence sur le cours et l'évolution de l'opinion métropolitaine.

Dans ce modeste « *papier* » nous n'allons pas étudier tous les sondages réalisés par l'IFOP entre 1955 et 1962. Nous ne prendrons que quelques dates repères considérées comme des indicateurs significatifs d'une opinion publique en évolution constante, fluctuant entre une ou plusieurs tendances selon le moment et les motivations des uns et des autres.

### **LA GUERRE DE LIBERATION NATIONALE :ENTRE « FAIT DIVERS » ET REFUS D'EMBARQUEMENT DU CONTINGENT**

#### **Avant la bataille des sondages, la bataille de l'information**

Peut-on parler d'une opinion publique métropolitaine en ces lendemains immédiats de novembre 1954 ? Avant la « *Toussaint sanglante* », cette année a été, pour la France, la défaite de Dien Bien Phu après huit années de guerre. Si l'armée française est sortie humiliée ; les Français ont été comme tirés de leur torpeur et éprouvèrent un vif soulagement <sup>(7)</sup>. La défaite indochinoise a-t-elle eu un effet anti-guerre sur le comportement des Français ? Au Maghreb, ou plutôt en Afrique du Nord comme on disait à l'époque, les attentats contre la France se sont multipliés. Les différents écrits relèvent que l'inquiétude gagne de nouveau les Français secoués par les « *événements* » de la Tunisie et du Maroc. Accueillis dans une certaine indifférence par une population qui ne s'est jamais vraiment intéressée à l'Algérie, « *les événement de la Toussaint* » sont masqués parce ce qui se passe dans les deux pays. La presse les classe dans la rubrique « *faits divers* ». Le gouvernement et les titres de la grande presse rassurent les

Français. Ils reprennent à l'unisson : « *l'Algérie, c'est la France* » ; et les écoliers continuent d'apprendre que l'Algérie représente « *trois départements français* ». L'Algérie n'occupera les colonnes des journaux métropolitaines et ne fera la « *Une* » qu'au lendemain du soulèvement du 20 août 1955. Jusqu'à cette date ; les plus hauts responsables français répétaient sans cesse que « *les troubles* » en Algérie n'étaient le fait que de quelques « *bandes rebelles* » coupées de la population algérienne. L'unique version coloniale qui met en exergue le massacre de la population européenne suite à l'attaque commandée par Zighout Youcef à Philippeville (Skikda) et sa région, émeut l'opinion métropolitaine.

Pour les esprit les plus conscients et les plus alertés la guerre d'Algérie commençait ce jour- là. Mais ils n'étaient pas bien nombreux puisqu'un sondage réalisé par l'IFOP en décembre 1955 montre que 20 % des Français seulement considèrent les « *problèmes d'Afrique du Nord comme les plus importants* »<sup>(8)</sup>.

Le 7 septembre 1955, Claude Bourdet<sup>(9)</sup> signe dans *France-Observateur* un éditorial à la hussarde : « *Ne lancez pas le contingent dans votre guerre* ». L'ancien déporté de Buchenwald avait dès, le 13 janvier 1955 dénoncé : « *Votre Gestapo d'Algérie* » où il parlait des sévices subis par les militants nationalistes arrêtés au lendemain du 1<sup>er</sup> novembre 1954 dans le cadre de la fameuse opération « *Orange amère* ». Dans une approche qui ne faisait pas honneur à la France des Droits de l'Homme, il compare les méthodes policières utilisées en Algérie à celles qui étaient en vigueur sous l'occupation allemande. Des formules comme : « *Cette gestapo algérienne qui instaure une autre terreur fasciste* » feront le tour des rédactions de toute la presse parisienne. Le 15 septembre 1955 dans le même hebdomadaire, l'article de

Robert Barrat <sup>(10)</sup> : « *Un journaliste français chez les « hors-la-loi » algériens* » déchire le voile du silence et met le feu aux poudres. Il raconte comment et dans quelles conditions il rencontra fin août 1955, Abane Ramdane et Omar Ouamrane. Il fallait le faire. Il osa, et fut inculpé : « *Ce que vous appelez bandits, écrit-il, ce sont des maquisards* ». Si cette comparaison parut insoutenable à la plupart des Français, c'est parce qu'elle faisait référence à la Résistance française durant l'occupation allemande. Malgré cela elle fit date et sera reprise par de nombreux intellectuels engagés comme André Mandouze et autres. <sup>(11)</sup>

Instruits par le nazisme et ses méfaits Claude Bourdet, Robert Barrat, André Mandouze, sans oublier François Mauriac, Louis Massignon, Henri Marrou et d'autres encore, ne purent s'empêcher de mettre leur expérience au service d'une cause qu'ils jugeaient inséparable de l'esprit de la Résistance française.

Le 29 septembre 1955, c'est le début du passage à l'acte. De jeunes appelés refusent de faire leur service militaire en Algérie, c'est-à-dire mourir pour une cause qui leur semble injuste. Ils sont environ deux cents appelés à participer, dans le quartier Saint Michel, à une messe à l'église Saint Séverin. Ils prient pour la paix et distribuent des tracts dénonçant la guerre en Afrique du Nord. A la même période est créé le *Comité d'Action des Intellectuels contre la poursuite de la guerre en Algérie*, qui va jusqu'à demander que soient engagés «*des négociations immédiates avec les représentants des peuples d'Afrique du Nord et en particulier avec ceux du peuple algériens* ».

Quels effets ont eu ces écrits de presse, ces manifestations anti-guerre, les différentes publications (comme par exemple le livre de Colette et Francis Jeanson «*Notre guerre* » publié aux

Editions du Seuil en 1955) sur la prise de conscience des Français ?

Avec l'envoi en masse du contingent, le 12 avril 1956, c'est le service militaire qui est porté à 27 mois. Comme en septembre 1955, les appelés refusent d'embarquer. Coup de théâtre, l'opinion publique désapprouve ce moment et se montre plutôt hostile.

### **LA GUERRE DE LIBERATION NATIONALE A TRAVERS LES SONDAGES.**

De création récente (1949), les sondages sont reconnus de nos jours comme étant un instrument de mesure ou encore un indicateur assez important. C'est pourquoi les politiques ont souvent recours à des sondages provoqués, pour mesurer leur côte de popularité. Au moment du déclenchement de la lutte armée, les sondages n'avaient pas encore acquis leurs lettres de noblesse. Le premier à en avoir saisi l'importance a été le général de Gaulle qui s'y intéressa d'une façon particulière dès 1959-1960.

En août 1955, 5% seulement des interrogés s'étaient intéressés à la lecture des nouvelles sur l'Algérie. Pourtant la bataille de l'information avait déjà commencé. La frange la plus militante, la plus réceptive de l'opinion française commence à bouger et dénonce l'envoi du contingent et les tortures.

Le résultat des sondages IFOP, effectués entre le mois d'octobre 1955 et le mois de septembre 1957, montrent que la mentalité des métropolitains est restée foncièrement coloniale. C'est ce qu'expriment, les réponses à la question suivante : *«Selon vous, faut-il que l'Algérie garde son statut de département français ou accepteriez-vous un lien différent entre l'Algérie et la France métropolitaine ? »*

	Octobre 1955	Février 1956	Avril 1956	Mars 1957	Septembre 1957
Département Français	47%	49%	40%	34%	36%
Liens moins étroits	26%	25%	33%	35%	40%
Ne se prononcent pas	27%	26%	27%	31%	24%
	100%	100%		100%	100%

S'il est clair qu'une forte majorité absolue (47%, 49%, 40%) se soit exprimée pour le maintien du statut quo jusqu'en avril 1956, cela ne veut pas dire qu'il y a eu des changements notoires dans le courant de l'année 1957. Pourtant il était attendu que la position de l'opinion métropolitaine se radicalise dans un sens ou dans l'autre suite au vote par le Parlement français des Pouvoirs spéciaux le 12 mars 1956 et surtout le rappel des disponibles le 11 avril suivant. Posées autrement, les réponses aux questions énoncées précédemment, confirment que la majorité des métropolitains restent « *Algérie française* » puisque : 47% des métropolitains pensent, en septembre 1957, que la revendication de l'indépendance n'est pas justifiée », 44% que « *l'Algérie doit rester sous la souveraineté française* », contre 3% seulement qui pensent le contraire. Ces réponses ne doivent pas étonner. A une batterie de questions posées par l'Ifop ; en septembre 1957 parmi lesquelles celle-ci « *Pensez-vous qu'aujourd'hui, en Algérie, la majorité de la population musulmane approuve ou désapprouve les rebelles ?* », Les métropolitains qui se sont substitués à la « *population musulmane* », pensant à 41% que ces derniers « *désapprouvent les rebelles* ». Si 35% ne se prononcent pas, 24% pensent que « *la population musulmane* », « *approuve les rebelles* ». Si on combine ces différentes réponses, on arrive à la conclusion que les métropolitains n'ont pas une idée exacte de ce qui se passe en

Algérie, qu'ils restent otage de leur culture, de leur système politique et des médias les plus influents. Des enseignements slogans comme « *l'Algérie, c'est la France* », « *L'Algérie, trois département français* » figuraient en bonne place dans les manuels d'histoire que tout « *bon* » Français avait mémorisé et intériorisé. L'opinion publique métropolitaine épouse dans sa majeure partie, le parti de ses gouvernements. S'il y a eu tournant en 1956, il n'a concerné que ceux qui furent envoyés au djebel faire la guerre. Pour les métropolitains de 1957, l'heure était toujours à la guerre. « *S'il fallait absolument choisir entre les deux solutions extrêmes suivantes, laquelle préféreriez-vous : donner l'indépendance totale à l'Algérie, ou essayeriez-vous par tous les moyens militaires possibles d'écraser la rébellion ?* ». <sup>(12)</sup>

	Avril 1956	Juillet 1956	Juillet 1957
Donner l'indépendance totale à L'Algérie	39%	45%	38%
Ecraser la rébellion	39%	23%	36%
Ne se prononcent pas	22%	20%	26%
Réponses diverses		12%	

Dans l'absolue les réponses étaient en faveur de « *l'indépendance totale* » (39%, 45%, 38%). C'est ce qui se dégage à la première lecture, mais si on additionne le pourcentage de ceux qui sont pour l'écrasement de la « *rébellion* » avec celui de ceux qui ne se prononcent pas ; c'est-à-dire ceux qui ne se sentent pas concernés par ce qui se passe en Algérie, on arrive à la conclusion que l'Algérie divisa les métropolitains. La radioscopie qui se laisse voir est celle d'une condamnation plutôt générale de la Guerre de

Libération menée par le FLN ALN : 61% en avril 1956(39%+22%), 53% en juillet 1956 (23%+20%), 62% en juillet 1957(36%+26%). Toutefois ce jugement demande à être tempéré, car les indifférents ou les abstentionnistes peuvent basculer à tout moment dans un camp comme dans l'autre. Pour le moment ce n'est pas le cas. Si l'on s'en tient à ceux qui veulent aller vers la négociation, le plus fort taux fut enregistré en juillet : 45%. Est-ce possible ? Toujours à la même date 28%, pensent que l'Algérie ne serait plus française dans cinq ans, contre 19% qui pensent qu'elle le serait encore. 53% qui ne se prononcent pas. Changement assez remarqué courant second semestre 1957 : 37% croient que l'Algérie ne serait plus française dans dix ans.

Faut-il vraiment croire que près de la moitié des Français envisagent durant l'été 1956, l'indépendance de l'Algérie ? Tels quels les chiffres sont bruts et il faut nuancer, à cause de la question qui n'offre que deux alternatives : indépendance ou répression. Mais la lecture des sondages a aussi une autre portée, il ne reste rien du « *mythe national-molletisme* » explicable par le soutien d'une majorité de Français à la politique de Guy Mollet et Robert Lacoste. L'opinion publique aspire à la paix sans pour autant accepter tout à fait l'idée d'indépendance. La reprise des pourparlers avec le FLN en vue d'un cessez-le-feu était souhaitée par 53% en juillet 1957, 45% en septembre 1957 et 56% en janvier 1958.

Pour compléter ce tableau panoramique de 1956, signalons que 51% disent refuser de s'acquitter des impôts supplémentaires pour financer la « *pacification* » et 48% se prononcent contre l'obligation qui est faite aux jeunes d'effectuer le service militaire. Quelle lecture faire de ses chiffres, surtout si on les analyses à la

lumière des réponses se rapportant au tableau ci-dessus. Apparemment la logique anti-guerre d'Algérie, est ancrée dans l'esprit et les comportements psychosociologiques des métropolitains (51% et 48%). Contrairement à ce que l'on aurait pu penser, ce sentiment anti-guerre n'est pas le résultat d'une conviction déterminée (politique, religieuse, syndicale ou autre). Il est porté par des considérations qui relèvent du vécu des métropolitains qui regardent leur porte monnaie avant de regarder autour d'eux. Il y a une différence de trois points entre le refus de s'acquitter de ses impôts (51%) et le désir de garder ses enfants auprès de soi (48%). En nombre de voix, l'écart serait plus parlant. D'après certaines études, ces chiffres seraient dûs à la déprime qui aurait touché les métropolitains contaminés par celle des appelés qui auraient tout raconté à leur retour au bercail. A partir de ce moment, nous pouvons dire que la Guerre de Libération nationale est apparue dans toute sa laideur et qu'elle est entrée dans les foyers des métropolitains par la porte commune. Il faut souligner que l'année 1956 a été marquée par un début de mise en place de structures anticoloniales surtout parmi les Chrétiens gauche. Il y a eu R.Barrat qui constitua le fer de lance de cette opposition en formation puis les « quatre M », A Mandouze, H.Marrou, L. Massignon et F.Mauriac. Ils s'attelèrent à alerter l'opinion publique métropolitaine, à lui dire la guerre. Comme il fallait s'y attendre, leurs articles censurés, leur domicile et bureaux objet de perquisitions et eux mis en état d'arrestation pour « atteinte à la sûreté extérieure de l'Etat »<sup>(13)</sup>. C'est durant cette année 1956, que Robert Lacoste procède à l'expulsion des prêtres de Souk-Ahras, accusés d'avoir hébergé et soigné des membres du FLN. Quant à l'abbé Scotto, curé de Bab EL-oued et l'Abbé Berenguer curé en

Oranie ils reçurent à plusieurs reprises la visite de la police, pour leur soutient au FLN.

En plus des raisons évoquées, il y a tout le travail de propagande et de désinformation mené en direction de tous les Français avec l'intention d'étouffer la « rébellion ». « *Estimez-vous que l'Egypte joue actuellement un rôle très important, de moyenne importance ou sans importance dans l'aide à la rébellion algérienne ? et les pays communistes ? et la Tunisie ? et le Maroc ?* » Cette question Ifop. A été posée en septembre 1957. Voici qu'elles ont été les réponses.

	Egypte	Pays communiste	Tunisie	Maroc
Jouent un rôle très important	55%	57%	57%	49%
De moyenne importance	26%	20%	25%	31%
Sans importance	7%	12%	7%	8%
Ne se prononcent pas	12%	11%	11%	12%
	100%	100%	100%	100%

Les chiffres parlent d'eux-mêmes. L'écrasante majorité des métropolitains pense que la révolution Algérienne est téléguidée de l'extérieur. La tendance dominante estime qu'on ne peut faire confiance ni au sultan du Maroc, ni à Bourguiba pour aider à trouver une solution, au problème algérien, qui soit acceptable pour la France. Tout comme pour l'ONU : pour 50% des sondés contre 18% « *l'affaire algérienne* » est une affaire française et il n'y a pas lieu de suivre les avis de l'organisation des Nations Unies.

Il faudra attendre 1956 pour que les métropolitains prennent conscience de l'état de guerre et ses conséquences sur leur vécu et celui des leurs. L'élément déclenchant va être l'envoi du

contingent en Algérie. Les mobilisés, leur parents et amis entrèrent en action. Plusieurs canaux d'expression furent utilisés. La presse tous titres confondus, fut leur meilleur relai. A bien la lire, on se rend compte que les Français n'ont jamais véritablement mémorisé l'Empire colonial <sup>(14)</sup>. Ils ne le feront qu'une fois touchés par l'envoi d'un fils, un frère, un mari, un fiancé en Algérie. L'inconnu et surtout le sort qui attendait les jeunes Français venus faire la guerre aux « *rebelles* » inquiètent et mobilisent. Toute une génération de jeunes Français sera profondément marquée par la guerre <sup>(15)</sup>.

« *Qu'un gouvernement socialiste soutenu par les communistes ait pu décider l'envoi du contingent, cet événement sans précédent dans notre histoire a réveillé l'opinion* » <sup>(16)</sup> Mais de quelle opinion est-il question ? Les appelés d'avril font comme leurs aînés qui avaient refusé d'embarquer en septembre. Ils expriment brillamment leur mécontentement et refusent par divers moyens d'embarquer. Sont-ils soutenus ? Par qui ? L'opinion française se montre plutôt hostile à ce mouvement et en cela elle rejoint le *Monde* qui écrit dans son édition du 13 mars 1956 : « *L'envoi du contingent est nécessaire pour éviter une défaite qui serait aussi humiliante et coûteuse qu'une guerre perdue* ». La formule fait choc. Le gouvernement est conforté dans sa position et la grande presse en fait ses grands titres d'autant que le 18 mars une patrouille du 9ème régiment d'infanterie coloniale tombe dans une embuscade à Palestro (Lakhdaria) . Le bilan est très lourd : 18 morts et deux disparus. Tous des rappelés. Toute la presse en fera ses choux gras pour démontrer la « *sauvagerie des fellaghas* ».

La confiance relative qu'avait l'opinion publique dans le gouvernement jusqu'au premier semestre 1957 pour régler le

problème algérien, a disparu à la fin de l'année. La majorité relative n'a plus confiance sur ce point dans le gouvernement au pouvoir.

« Avez-vous confiance dans le gouvernement actuel pour régler les difficultés d'Algérie ? »

	Avril 1956	Juillet 1956	Mars 1957	Septembre 1957
Oui	37%	38%	39%	26%
Non	27%	30%	30%	43%
Ne se prononcent	36%	32%	31%	31%

« La politique ambiguë et hésitante des derniers gouvernements de la IV<sup>e</sup> République reflétait fidèlement l'état de l'opinion publique métropolitaine : divisée et troublée ». <sup>(17)</sup> Et comment ne serait elle pas « divisée et troublée » en cette année 1957 qui a été décisive dans la mobilisation contre la torture avec ce que l'on a appelé « Les grandes affaires » Audin, Boumendjel, Ben M'Hidi, Alleg ect..... Les soldats du contingent témoignent et écrivent dans la brochure : « Des rappelés témoignent ». Toute cette campagne médiatique ne transparait pas à travers les sondages. On aurait aimé connaître les réactions des Français devant la torture, mais il est vrai que le mot était encore tabou.

Si en octobre 1955, 47% des Français étaient pour le maintien du statu quo en Algérie : 26% sont pour des liens étroits et 27% ne se prononcent pas. Les résultats sont pratiquement identiques l'année suivantes (49% pour 25% contre et 26% ne se prononcent pas). C'est en avril 1956 et mars 1957 que les

tendances en faveur d'un statu quo connaîtront un fléchissement très sensible. De 40%, elles tomberont à 34%. En janvier 1958, 56% des personnes interrogées sont favorables aux négociations contre 45% en septembre 1957. Mais « *négociier* » n'implique pas nécessairement l'octroi de l'indépendance. Le sondage réalisé en juillet 1958, c'est-à-dire après le coup de force militaire du 13 mai et le retour au pouvoir du général De Gaulle, donne 52% des métropolitains qui pensent encore que « *l'intégration de l'Algérie à la France est possible* » contre 21% de l'avis contraire.

Quand De Gaulle envisagea, en septembre 1959, l'autodétermination, 54% des personnes interrogées l'approuvèrent contre 19%. La « *semaine des barricades* » fut décisive dans l'engagement des métropolitains qui sentirent que la France a frôlé une guerre civile, ils basculèrent alors en masse en faveur de négociation, et 60% des Français firent confiance au Général De Gaulle pour ramener la paix. Fort de cette confiance populaire, il décide de consulter le peuple français par référendum : le 8 janvier 1961. Il obtient 75,2% des suffrages exprimés. Après le putsch des généraux le 22 avril 1961, à Alger ? 78% des personnes interrogées étaient favorables aux négociations, et 57% acceptaient l'indépendance.

Alors que les Français d'Algérie se raccrochent de plus en plus à l'OAS et se révoltent contre la « *politique d'abandon* » du général De Gaulle, en France la recrudescence des attentats au plastic fait rage <sup>(18)</sup>. Les résultats d'un sondage effectué le 24 Août 1961 montrent que 48% des Français voient dans l'OAS une « *organisation fasciste* » mettant en danger la démocratie et redoutent qu'elle ne tente de renverser le gouvernement <sup>(19)</sup>. Au lendemain de la signature des accords d'Evian, le 20 mars 1962,

82% des personnes interrogées les approuvent contre une infime minorité d'inconditionnels : 80% ; et 10% sont indifférents. Ces chiffres concordent avec le résultat du référendum du 8 avril 1962 : 90,70% des suffrages exprimés seront favorable à ces accords.

La leçon qui se dégage de cette esquisse est double. La première est la lente évolution de l'opinion publique métropolitaine. Comme l'affirme Hartmunt Elsenhans : « *L'opinion française a pris conscience non pas du problèmes algérien mais de ses répercussions et de ses conséquences* »<sup>(20)</sup>. La seconde, cette évolution épousa les contours de la démarche générale de la politique française. En ce sens elle fut exogène et portée par la politique officielle. Dire si elle a été écoutée « *en haut lien* », si elle a été efficiente, appelle une autre étude et une autre démarche.

## Notes

1- Ageron Charles-Robert : «L'opinion française à travers les sondages » in Jean-Pierre Rioux (sous la direction). « La guerre d'Algérie et les Français » Actes du colloque de l'IHTP, Paris, Fayard 1990, pp.25/42.

Ageron Charles-Robert : « L'évolution de l'opinion publique française face à la guerre d'Algérie ». Actes du colloque « Le retentissement de la révolution algérienne » CNEH 24-28 novembre 1984- Alger, Enal 1985, pp.161/169.

2- Elsenhans Hartmut : «La guerre d'Algérie 1954-1962 : la transition d'une France à une autre. Le passage de la IV<sup>e</sup> à la V<sup>e</sup> République ». Paris, Publisud 1999, pp970/987.

3- Nous ne savons pas comment s'est opérée la sélection de l'échantillonnage. L'échantillon choisi est-il représentatif de la population ? Nous ne savons rien sur leurs opinions, leur âge, leurs comportements, leurs profession, etc...

4- Bon Frédéric : « Les sondages peuvent-ils se tromper » ? Paris, Calman. Levy 1974.

5- Droz Bernard et Lever Evelyne : « Histoire de la guerre d'Algérie ». Paris, Le Seuil 1991, p.145.

6- Chominot Marie : «La guerre d'Algérie 1954-2004, la fin de l'amnésie » sous la direction de Mohammed Harbi et Benjamin Stora. Paris, Laffont 2004, p.578.

7- En septembre 1953 : 2% seulement des Français considèrent les problèmes de l'Union Française comme étant «le plus important pour le pays ». On la guerre se poursuit en Indochine depuis sept années. En septembre 1954 :30% des Français considèrent comme « le plus important » les problèmes de l'Afrique du Nord et de l'Union Français. Il semblerait que Dien Bien Phu, l'affaire

marocaine et les problèmes tunisiens aient accéléré une prise de conscience. Relative pourtant si l'on tient compte de la place accordée à ces problèmes par la presse et la classe politique.

8- Duquesne Jacques : « Pour mieux comprendre la guerre d'Algérie ». Paris, éd. Perrin 2001, Cf. Les annexes : « L'évolution de l'opinion métropolitaine sur les problèmes coloniaux et la guerre d'Algérie selon les sondages » p.285.

9- Claude Bourdet, éditorialiste à *France- Observateur*, ancien résistant compagnon de la Libération.

10- Robert Barrat : journaliste à *France-Observateur* et à *Témoignage Chrétien*, militant catholique engagé dans la lutte anti-coloniale, il était aussi secrétaire général du Centre Catholique des Intellectuels français.

11- André Mandouze : universitaire spécialiste de Saint Augustin. Il fut professeur à la Faculté d'Alger dès 1946. Directeur de la revue *Consciences Algériennes* puis *Consciences Magribines*, il joue à la fin de 1955 le rôle d'intermédiaire entre Mendès France d'une part et Abane Ramdane et Benyoucef Benkhedda d'autre part.

Ancien rédacteur en chef de *Témoignage Chrétien*, il s'était déjà distingué en 1947 en signant dans la revue *Esprit* deux articles retentissants : « Prévenons la guerre d'Afrique du Nord » et « l'Algérie ou le mythe des trois départements ».

12- Ageron Charles Robert, in Rioux op.cit p.27 et suivantes.

13- - 26 septembre 1955, arrestation de R.Barrat à la suite de son article : « Un journaliste français chez les hors-la loi algériennes » publié dans *France Observateur* du 15 septembre 1955.

-31 mars 1956, inculpation de Claude Bourdet à la suite de son article : « Votre Gestapo d'Algérie » dans *France Observateur*.

- 10 avril 1956, perquisition chez Henri Marrou à la suite de son article dans le *Monde* du 6 avril : « France, ma patrie » dans lequel il dénonce la torture.

- 9 mars 1956, arrestation d'André Mandouze : voir son autobiographie : « Mémoire d'Outre – siècle : d'une résistance à l'autre » Paris, ed. Viviane Hamy 2002.

14- Voir Stora Benjamin : « La gangrène et l'oubli : la mémoire de la guerre d'Algérie ». Paris, ed. La Découverte 1991.

15- Ageron C.R. op.cit. p.27.

16- Voir

- Servan Schreiber Y.Y: « Lieutenant en Algérie » Paris, Press Pocket 1971 (1<sup>ère</sup> édition 1957).

- Rotman Patrick et Tavernier Bertrand : « la guerre sans nom » Paris, Le Seuil 1992.

- Hamon Hervé et Rotman Patrick : « Les porteurs de valise » Paris, Albin Michel 1979.

- Mauss Copeaux Claire : « Appelés en Algérie, la parole confirmée », Paris, ed Hachette 1998.

- Branche Raphaëlle : « La torture et l'armée pendant la guerre d'Algérie », Paris, Gallimard 2001.

- Vittori Jean- Pierre : « Nous, les appelés d'Algérie » Paris, Stock 1977.

17- Pervillé Guy : « Pour une histoire de la guerre d'Algérie ». Paris, ed. Picard 2002, p.195.

18- 40 attentats entre le 15 et 21 janvier 1962 (dont 25 dans la région parisienne et 18 dans la seule nuit du 17 au 18 janvier) in Benjamin Stora op.cit. p.91.

19- Ageron Charles Robert op.cit. p.39.

20- Elsenhans Harmut op.cit.p.978.

